

<https://ricochets.cc/Chronique-de-la-fascisation-en-cours-aux-USA-et-en-France-la-seule-transition-effective.html>



Chronique de la fascisation en cours aux USA ...et en France, la seule transition effective

- Les Articles -



Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Trump et Musk ne sont pas les seuls à nager avec délice dans le néofascisme.

En France, la majorité du gouvernement et ses amis très à droite pataugent dans le même marigot brunâtre.

Si seulement ils pouvaient brasser de la merde et de la novlangue seulement entre eux, sans effets pour les restes du monde...

Mais leurs saloperies ont des conséquences, et ça sent mauvais pour tout le monde.

Relever la tête et se battre ou moisir sur pied dans les pantouffles, scotcher dans les sables mouvants avec un tas de crocodiles ?



Chronique de la fascisation en cours aux USA ...et en France, la seule transition effective

AmeriKKKa : chronique de la fascisation en cours

Rafle d'étudiant-es, guerre économique, menaces sur le Groenland, un troisième mandat trumpiste déjà annoncé...

Il y a quelques semaines, à Munich, le vice-président des USA J.D Vance se lançait dans un grand discours sur le recul des libertés en Europe. Le dirigeant trumpiste se posait en défenseur de la « liberté d'expression » et faisait la leçon aux pays européens qui, selon lui, la brideraient. Dans le même temps, son gouvernement applique à marche forcée une politique néofasciste faite de purges, de rafles, de menaces contre le reste du monde et de censure de masse. Nouveau tour d'horizon en ce début du mois d'avril.

► Rafles d'étudiant-es pour délit d'opinion

Aux USA, les autorités ont révoqué plus de 300 visas étudiants pour délit d'opinion. L'administration Trump traque les étudiants et étudiantes engagés pour la Palestine. Le secrétaire d'État Marco Rubio s'est félicité de ces chiffres lors d'une conférence de presse : « Chaque fois que je retrouve un de ces cinglés, je lui retire son visa ! »

Parmi les personnes raflées, l'étudiante Rumeysa Ozturk a été enlevée par des agents en civils le 25 mars, avant d'être placée dans un camp en Louisiane, à plus de 2.000 kilomètres de sa résidence, en attendant son expulsion.

Les images de l'arrestation sont devenues virales : on voit la jeune femme marcher dans la rue, puis elle se retrouve encerclée par plusieurs individus en civil, le visage masqué, qui l'embarquent dans un véhicule. Il s'agit de la police anti-immigration ICE, mais on pourrait croire à un enlèvement par un gang. Les autorités affirment qu'elle aurait « soutenu le Hamas », sans fournir aucune preuve, ni l'inculper. En réalité, elle avait signé une tribune pour la Palestine.

Une autre arrestation avait déjà marqué les esprits le 9 mars : Mahmoud Khalil, porte-parole des manifestations étudiantes de l'université Columbia, a été enfermé en attendant son expulsion pour son engagement. Dans les deux cas, Rumeysa et Mahmoud étaient détenteurs de visas permanents, ce sont des arrestations illégales pour délit d'opinion. Une autre étudiante d'origine sud-coréenne a été ciblée par les mêmes méthodes, alors qu'elle vit aux USA depuis l'âge de 7 ans.

C'est du totalitarisme assumé

Marco Rubio est très clair : l'objectif est de « retirer le visa de toute personne qui serait contre la politique étrangère des USA ». C'est du totalitarisme assumé.

En parallèle, Trump met les universités sous pression : il a réduit de 400 millions de dollars le budget de l'Université de Columbia, bastion des mouvements étudiants. La direction a cédé au chantage et a annoncé « réformer » ses départements sur le Moyen Orient, mais aussi « mieux encadrer » les protestations. C'est une purge.

► **Intimidation idéologique d'entreprises étrangères**

L'ambassade des USA a envoyé une lettre de menace aux entreprises françaises ayant une activité sur le sol américain. Dans le courrier, le gouvernement des USA explique que si ces entreprises appliquent des programmes internes de lutte contre les discriminations, elles pourraient se voir interdire des contrats avec les États-Unis. Ces intimidations ont été envoyées à de nombreuses autres entreprises européennes.

Il s'agit d'une tentative d'imposer la ligne idéologique réactionnaire de Trump à des entreprises étrangères, alors même que le droit des USA ne s'applique pas hors de son territoire. « Il n'y a aucune base juridique pour exiger cela des entreprises françaises », rappellent plusieurs avocats d'affaires cités par la presse. Mais le chantage économique risque tout de même de fonctionner. Aux USA, la plupart des grandes entreprises numériques ont déjà renoncé à leurs programmes « inclusifs » et s'alignent sur la ligne homophobe, transphobe et raciste du pouvoir.

► **Guerre économique mondiale**

« Les nations étrangères seront enfin invitées à payer pour le privilège d'accéder à notre marché, le plus grand marché du monde » a annoncé Trump dans une mise en scène délirante, dans un jardin de la Maison Blanche, entouré d'ouvriers. Il a listé la hausse des droits de douanes appliqués à chaque pays étranger.

Les USA ont imposé à la planète une économie mondialisée, dont ils ont tiré un maximum de profit depuis le siècle dernier, exportant partout leurs produits culturels, leurs voitures, leur agriculture chimique, leurs armes, leur imaginaire de cowboys... À présent, ils décident de mettre à genoux les économies qui dépendent d'eux. Les USA n'ont jamais eu d'alliés, juste des vassaux qu'ils peuvent écraser et pressuriser en fonction de leurs intérêts.

Ainsi, l'Europe se voit imposer une taxation de 20%, la Chine à 34%, le Cambodge à 49%... Un taux calculé de façon

opaque, mais une véritable déclaration de guerre économique. Cela pourrait bien accélérer la fin de la mondialisation et du libre échange. Ce que nos dirigeants auraient dû faire depuis bien longtemps, afin d'éviter de dépendre d'économies étrangères, USA en tête, c'est Trump qui l'applique pour ses propres intérêts. C'est catastrophique.

Si les gouvernants européens avaient un petit reste de fierté, ils taxeraient au maximum les firmes US et relocaliseraient leur production et leurs industries à domicile tout en boycottant les grandes marques américaines. Mais nous sommes gouvernés par un homme qui sous-traite des services publics français à Mc Kinsey et qui travaille pour Uber : un agent du capitalisme étasunien. Macron s'est donc aplati et a téléphoné à Trump pour « négociier ».

En attendant, cette guerre risque de déclencher une récession aux USA : Apple tire la moitié de ses revenus de la vente de produits fabriqués en Chine, en Inde et au Vietnam, et Amazon n'existe plus sans les revendeurs chinois. Les bourses chinoises sont en baisse, et l'Europe pourrait perdre un point de PIB. Secours économiques en vue.

► **Menaces sur le Groenland**

J. D. Vance s'est rendu au Groenland le 28 mars, au mépris des dirigeants du territoire arctique et du gouvernement danois, qui lui ont répété qu'il n'était pas invité et qu'il n'était pas le bienvenu. Il est donc resté sur une base militaire des USA, faisant un discours agressif au milieu de la glace.

Le vice-président a répété qu'il était « très intéressé par la sécurité dans l'Arctique », et Trump a rappelé à plusieurs reprises que les États-Unis voulaient contrôler le Groenland, territoire riche en minerais. Un territoire lié au Danemark, pays de l'Union Européenne, membre de l'OTAN et allié des USA. Cette annonce de plus en plus claire de la volonté d'annexer un territoire souverain est la promesse de guerres à venir.

Effacement de George Floyd

À Salt Lake City, une fresque dédiée à George Floyd a été démolie à coup de bulldozer. Les autorités ont organisé plusieurs démolitions ou effacements d'hommages à cet homme tué par la police, et projettent de continuer ce travail de destruction mémorielle. La Black Lives Matter Plaza à Washington DC, artère repeinte avec le slogan du mouvement anti-raciste, a aussi été effacée.

L'effacement idéologique des minorités de genre, de race et politiques doit être systématique, dans les mots, sur les murs, sur les réseaux sociaux et dans le débat politique.

► **La peine de mort réclamée pour Luigi Mangione**

Le 4 décembre, le PDG de l'énorme compagnie privée d'assurance maladie United Healthcare, dont l'actif total est de 273,7 milliards de dollars, était abattu par balle dans le centre de New York, devant un hôtel de luxe.

Luigi Mangione, âgé de 26 ans, était arrêté dans le cadre de l'enquête. Il avait sur lui un manifeste pour expliquer sa colère contre les assurances de santé privées : « Je m'excuse pour tout conflit ou traumatisme. Mais il fallait le faire. Ces parasites l'avaient bien mérité ». Il y dénonçait le système de santé « le plus coûteux du monde, alors que l'espérance de vie d'un Américain est classée au 42e rang mondial ». Une espérance de vie qui est effectivement en baisse dans la première puissance économique mondiale. Selon le New York Post, Luigi Mangione a perdu sa grand-mère en 2013 et son grand-père en 2017.

Dans un pays où la santé est privatisée, où les assurances engrangent des milliards sans permettre des soins

dignes pour la plupart de leurs clients, et que ces firmes sont responsables de milliers de morts et de souffrances immenses, cet acte avait transformé le jeune homme en héros pour une partie de la population.

Le ministère américain de la Justice a annoncé mardi 1er avril qu'il réclamait la peine de mort contre Luigi Mangione. La demande sera formulée auprès du procureur général. C'est une manière de « mettre en oeuvre le programme du président Trump visant à mettre fin aux crimes violents et à rétablir la sécurité en Amérique » selon l'administration. C'est la première fois qu'une demande de peine capitale est formulée sous la nouvelle administration Trump.

► Un troisième mandat annoncé

Il l'avait déjà annoncé : Trump se rêve en dictateur et n'a pas l'intention de lâcher le pouvoir. À peine réélu, le président de 78 ans a déclaré qu'il y avait « des méthodes » pour briguer un nouveau mandat malgré l'interdiction de la Constitution, qui limite les mandats au nombre de deux. « Je ne blague pas » a-t-il ajouté.

Parmi les méthodes envisagées, il pourrait se présenter comme colistier de J.D. Vance qui serait le candidat officiel. En cas de victoire, Trump serait ainsi réélu mais en tant que vice-président des USA pendant 4 ans. C'était la technique utilisée par Poutine qui avait prolongé son pouvoir en 2008 en se faisant nommer vice-président de Dmitri Medvedev, un membre de sa garde rapprochée. Medvedev était officiellement le président russe en exercice, mais il laissait les rênes du pouvoir à Poutine. Ce dernier s'était représenté aux élections suivantes. Décidément, les néofascistes et les impérialistes du monde entier s'inspirent les uns des autres.

► source, avec liens : <https://contre-attaque.net/2025/04/04/amerikka-chronique-de-la-fascisation-en-cours/>

► Mais ça résiste aux USA :

► [« Bas les pattes » : aux USA, marée humaine contre Trump](#) - Depuis trois mois, Donald Trump avance comme un bulldozer, écrasant tout sur son passage pour imposer son programme néofasciste, impérialiste et raciste. Une fois passée la sidération, la riposte s'est enfin levée aux USA. Des manifestations organisées avec le cri de ralliement « Hands off ! » - « Bas les pattes ! » - ont eu lieu dans plus de 1.300 endroits dans 50 États, à l'initiative de plus de 150 groupes, le 5 avril.

Près de 500.000 personnes s'étaient inscrites en ligne pour annoncer leur participation, elles ont finalement été beaucoup plus nombreuses dans la rue (...)

UN PEUPLE SE LEVE

Le jour-même où Trump impose ses taxes douanières folles au monde risquant de plonger la planète entière dans une grave crise économique comme l'avait fait le krach boursier de 1929, 5 millions de manifestants ont participé aux 1 400 manifestations du 5 avril aux USA avec une participation plus importante dans les petites bourgades y compris avec des électeurs républicains, contre ces mêmes politiques de Trump et Musk et leurs cortèges d'attaques contre la Sécurité sociale, l'aide médicale, l'éducation, la science, l'emploi et les libertés démocratiques.

Du jamais vu depuis BLM Black Lives Matter en 2020, le plus grand mouvement de l'histoire américaine qui avait duré 4 mois en 2020, qui avait fait reculer Trump et lui avait fait perdre les élections de cette même année. Parce que bien sûr, ce 5 avril n'est pas le dernier jour du combat, c'est le premier. C'est du 5 avril que tout prendra son essor et pas qu'aux USA. L'énergie, la détermination, le succès et le militantisme engendrent l'énergie, la détermination, le succès et le militantisme à un niveau plus élevé.

Cette manifestation partie de la base sur les réseaux sociaux, puis suivie par la base syndicale et enfin par les

directions syndicales la veille, avec la participation à la dernière minute de dirigeants du Parti démocrate, annonce après deux mois de peurs ou d'hésitations, un tournant majeur dans l'opinion et la mobilisation aux USA et par là, dans le monde, parce que cela encouragera aux résistances à la politique de Trump partout sur la planète ainsi que contre son nouvel allié Poutine.

(...)

Mais, il ne faut pas que la riposte traîne. La hausse des taxes douanières et la faillite des économies peut ruiner très rapidement une partie des classes moyennes qui peuvent dès lors devenir enrégées et se mettre à suivre des démagogues populistes et fascistes. C'est pourquoi, c'est maintenant qu'il faut montrer une résistance déterminée contre les Trump, Poutine et à l'extrême-droite pour sauver la démocratie mais aussi contre les Macron et consorts qui détruisent eux-aussi la démocratie avec par exemple son coup de force contre le résultat des législatives, ses attaques contre la retraite, le droit au chômage, les protections sociales, l'emploi et les salaires, bref contre le capitalisme qu'ils servent tous, contre cet absolu de l'anti-démocratie, qui non seulement interdit la politique au travail depuis 1791 mais où ce sont une poignée de gros actionnaires non élus, comme Musk, qui décident de l'avenir du monde et de la planète dans le secret des conseils d'administration.

► post de Jacques Chastaing

Transition directe vers le néofascisme

► **S'il y a en France une Transition bien ancrée et soutenue, c'est la transition vers le néofascisme.**

De lois scélérates en [mesures dignes d'une dictature](#), de répression brutale en répression brutale, de mensonges en novlangue institutionnalisée, de propos puants en discours d'extrême droite, de réarmements en inversion de réalité, de médias aux ordres en médias militants néofascistes..., ça s'installe.

Pour stopper cet égoût-autoroute, il faudra plus que des manifs et des positions morales, il faudra une très forte offensive sociale, un soulèvement victorieux, une rupture assumée et concrète avec le capitalisme et la tyrannie des oligarchies électives.

Plus on laisse les néofascistes et leurs complices se renforcer, plus la révolte sera difficile, et plus elle aura "l'obligation" de l'emporter pour ne pas être écrasée. Toute proportions gardées, revoyons ce qui s'était passée en Allemagne avant l'avènement d'Hitler : [Des Conseils de Bavière à la montée du nazisme](#)



Trumpisme à la française : le gouvernement attaque la justice et défend l'extrême droite

En France, on aime s'indigner de la situation aux USA : Donald Trump et Elon Musk s'en prennent régulièrement à la justice, menacent les magistrats, les accusent d'être « d'extrême gauche », signent des décrets pour libérer des néo-nazis... Quand ces discours et ces actes ont lieu de l'autre côté de l'Atlantique, tout le monde trouve ça scandaleux. Il y a pourtant un trumpisme bien français, et il est déjà au pouvoir.

Depuis la condamnation des cadres dirigeants du RN pour avoir organisé un gigantesque système de détournement de fonds publics, un vol de près de 4,5 millions d'euros sur plusieurs années, le gouvernement a décidé de frapper de toutes ses forces... sur les juges.

le Trumpisme, aux USA comme en France, se moque totalement des faits

Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, dont la fonction est en principe de faire appliquer la loi, vole au secours du RN et attaque la justice en parlant de « juges rouges ». Une expression directement empruntée à l'extrême droite, qui insinue que les magistrats seraient des militants gauchistes. Des propos délirants et totalement contraires à la réalité : la justice n'a jamais été aussi sévère, il n'y a jamais eu autant de peines de prison ferme, de comparutions immédiates, de personnes emprisonnées... Par ailleurs, les trois juges qui ont condamné Marine Le Pen n'ont rien à voir, ni de près, ni de loin, avec le Syndicat de la magistrature.

Mais le Trumpisme, aux USA comme en France, se moque totalement des faits.

La justice française compte dans ses rangs des individus comme Charles Prats, qui a été juge des libertés et de la détention à Paris, et qui s'est présenté aux dernières législatives en tant que candidat du RN. Pour le coup, c'est un authentique « juge brun ». Cet homme, tenez-vous bien, a notamment été chargé de statuer sur le sort d'un militant antifasciste, Antonin Bernanos, et l'a maintenu en détention pendant de longs mois, par pure idéologie. Ceci n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres de militant-es antifascistes, écologistes, pro-Palestine, syndicalistes, qui sont lourdement condamné-es pour leurs engagements, souvent sur la base de rien, alors que l'extrême-droite la plus violente ou les policiers les plus brutaux bénéficient d'une complaisance judiciaire éhontée.

Suite aux propos scandaleux de Retailleau, les médias des milliardaires ont amplifié la campagne de soutien au RN. RMC a lancé un débat autour de la question : « Faut-il supprimer le syndicat de la magistrature ? » avec des éditorialistes d'extrême droite. Après les manifestations de policiers pour soutenir leurs collègues mis en cause pour la mort de Nahel, les médias ont-ils titré « Faut-il supprimer les syndicats policiers d'extrême droite ? » Évidemment pas, ils les ont invité et leur ont donné des tribunes sans contradiction. Ce qui dérange BFM, RMC ou Cnews, ce n'est pas le manque de neutralité dans la fonction publique, c'est tout ce qui n'est pas d'extrême droite.

Darmanin avait préparé le terrain, en déclarant dès le mois de novembre qu'il « serait profondément choquant que Marine Le Pen soit jugée inéligible et, ainsi, ne puisse pas se présenter devant le suffrage des Français » à la mi-novembre. Il a donc par avance, discrédité la décision à venir à l'encontre du RN. Il est aujourd'hui ministre de la Justice.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période. Pendant longtemps, la bourgeoisie s'est réfugiée derrière

la légitimité du « droit » et de la « démocratie » pour justifier ses mesures. Elle prônait la « négociation » avec les « partenaires sociaux », et se pliait aux décisions de justice, invoquait le respect scrupuleux de « l'État de droit » pour maintenir le statu quo.

« Notre » trumpisme n'a même pas le prétexte de la légitimité électorale : c'est un coup d'État, une transition vers le néofascisme

Les temps ont changé. Désormais, **les trumpistes qui nous dirigent se moquent ouvertement de la séparation des pouvoirs, menacent la justice, contestent les condamnations qui visent leurs alliés du RN... Bruno Retailleau avait déjà déclaré sans aucun complexe que « l'État de droit n'est pas intangible ».** Il y a quelques semaines, le gouvernement annonçait qu'il allait imposer le projet d'autoroute A69 malgré une décision judiciaire qui suspendait les travaux.

Après tout, Macron dirige depuis des années par 49.3, écrase toutes les mobilisations sociales et a carrément ignoré le résultat des dernières élections législatives en nommant un gouvernement de droite extrême. Alors pourquoi se priver ? D'une certaine manière, la situation française est pire que celles des USA, puisque « notre » trumpisme n'a même pas le prétexte de la légitimité électorale : c'est un coup d'État, une transition vers le néofascisme.

► source, et liens :

<https://contre-attaque.net/2025/04/05/trumpisme-a-la-francaise-le-gouvernement-attaque-la-justice-et-defend-lextrem-e-droite/>